



**Une collision au quartier Nsam Efulan en plein cœur de Yaoundé entre deux wagons citernes, transportant l'essence de la Sociéié camerounaise des dépôts pétroliers (Sdpc) va faire environ 250 morts le samedi 14 février 1998**

Les riverains qui avaient accouru pour puiser l'essence à l'aide des bidons et autres récipients seront carbonisés. 21 ans plus tard, les rescapés de cette catastrophe ont encore en mémoire le triste souvenir.

**Cameroon Tribune a suivi les traces de certaines de ces personnes.**

*La famille Noah. Elle a perdu deux enfants. Nkodo Giscard Roland, 18 ans et Tsogo Jeanne Marlyse, 12 ans à l'époque des faits. Le couple Célestin et Lucie Noah, n'a pas oublié. Dans leurs regards, du dépit, de la frustration. Le temps a passé depuis le 14 février 1998, et Lucie Noah espère toujours voir les pouvoirs publics se pencher « véritablement » sur la question.*

*Assise en face d'elle, Essouma Nicole. Elle aussi se souvient de son fils, Essomba Guy Célestin mort dans la catastrophe, lui laissant un petit-fils âgé au- jourd'hui de 20 ans, et qui l'écoute parler. Son autre fils, Essomba Mvogo Thomas Claude fait son entrée. Lui, s'est retrouvé sur les lieux du drame pour venir en aide à certains. Résultat, un pied brûlé qui demande à être opéré.*

*Titulaire d'un baccalauréat obtenu au lycée de Mbalmayo, il n'a plus rien fait jusqu'à ce jour, depuis un concours manqué à l'Esstic, recalé à l'oral. « Je suis fatigué de raconter la même histoire. Cela ne m'a rien rapporté depuis vingt ans », lâche-t-il après un long moment d'hésitation. « J'ai 48 ans aujourd'hui et personne ne m'est venu en aide. C'est ma mère qui se bat pour mes soins ».*

*Estelle Amombo, 12 ans au moment des faits, a eu plus de chance. Avec peine et émotion elle revient sur ce 14 février 1998. Jean Baptiste Nguini Effa l'ex-directeur général de la SCDP aujourd'hui incarcéré pour détournement de deniers publics explique dans une tribune que la responsabilité des autorités administratives et des forces de maintien de l'ordre du Mfoundi « se trouve être engagée compte tenu des appels téléphoniques du chef de dépôt feu Ella Jacques-Simon de 9 h 30 mn à 13 h 30 mn en ce triste jour du 14 février 1998, appels visant à établir immédiatement un périmètre de sécurité afin de tenir éloignées les populations »*

*A l'époque des faits, on s'en souvient encore, Paul Biya avait rompu le silence et avait instruit dans l'urgence la mise sur pied d'une commission pour établir toutes les responsabilités dans ce crime. 21 ans après la tragédie, les responsabilités tardent toujours à être élucidées.*

---